

## APPEL A PROPOSITION (RFP)

A TOUS LES BUREAUX D'ETUDES SPECIALISÉS DANS LES ETUDES SUR L'EXTREMISME VIOLENT ET LA SECURITÉ	DATE : 30 juillet 2020
	REFERENCE : <u>004/TCD10/07/2020/RFP</u> : Recrutement d'un bureau d'études chargé des prestations des services de collecte des données sur la radicalisation, l'extrémisme violent et la circulation des armes légères à la frontière du Tchad avec la Lybie dans les provinces du Tibesti, Bokou, Ennedi-Ouest et Ennedi Est

Chers Messieurs / Mesdames:

Vous êtes invités à soumettre votre proposition pour la réalisation des prestations des services de collecte des données sur la radicalisation, l'extrémisme violent et la circulation des armes légères à la frontière du Tchad avec la Lybie dans les provinces du Tibesti, Bokou, Ennedi-Ouest et Ennedi Est

Veillez consulter les annexes suivantes pour les besoins de la préparation de votre soumission :

- Annexe I : description des exigences du PNUD
- Annexe II : les termes de références (TDRs)
- Annexe III : formulaire de présentation de la soumission du fournisseur de services
- Annexe IV : Conditions générales.
- Annexe V : critères d'évaluation des offres techniques

Les soumissionnaires intéressés sont invités à remettre jusqu'au **mercredi 19 août 2020, à 12 heures précises, heure de N'Djamena**, leurs offres (technique & financière) par courriel à l'adresse [procurement.td@undp.org](mailto:procurement.td@undp.org), en indiquant la référence N° **004/TCD10/07/2020/RFP**.

Les clarifications relatives à l'appel à propositions peuvent être obtenues en adressant un mail à l'adresse suivante: [faq.td@undp.org](mailto:faq.td@undp.org) jusqu'à la date du **lundi 17 août 2020**.

Les offres devront comprendre une soumission technique et une soumission financière, chacune dans deux fichiers séparés indiquant :

1. **offre technique** : le nom du soumissionnaire suivi de la mention « offre technique pour la réalisation des prestations des services de collecte des données sur la radicalisation, l'extrémisme violent et la circulation des armes légères à la frontière du Tchad avec la Lybie dans les provinces du Tibesti, Bokou, l'Ennedi-Ouest et l'Ennedi-Est »
2. **offre financière** : le nom du soumissionnaire suivi de la mention « offre financière pour la réalisation des prestations des services de collecte des données sur la radicalisation, l'extrémisme violent et la circulation

# Programme des Nations Unies pour le développement



des armes légères à la frontière du Tchad avec la Lybie dans les provinces du Tibesti, Bokou, l'Ennedi-Ouest et l'Ennedi-Est »

**L'offre financière devra être protégée par un mot de passe du soumissionnaire qui ne sera communiqué que sur demande au terme de l'évaluation des offres techniques.**

Les deux offres devront être envoyées à l'adresse suivante :

[procurement.td@undp.org](mailto:procurement.td@undp.org)

*au plus tard le mercredi 19 août 2020 à 12 h 00, heure de N'Djamena*

La soumission doit être écrite **en Français** et être valable pour une période minimale de **120 jours**.

Dans la préparation de votre proposition, il est de votre responsabilité de vous assurer qu'elle atteigne l'adresse indiquée ci-dessus au plus tard à la date limite de dépôt. Les propositions reçues au PNUD après la date limite de dépôt indiquée ci-dessus, peu importe la raison, ne seront pas considérées pour une évaluation.

Si vous soumettez votre proposition par courriel, prière de vous assurer qu'elle est signée et en format PDF, et sans infection de virus ou fichier incomplet.

Les Services proposés doivent être revus et évalués sur base de conformité complète de la proposition vis-à-vis des besoins exprimés dans la demande de proposition (RFP) et toutes les annexes fournissant des détails des exigences du PNUD.

La proposition qui répond à tous les besoins, qui correspond à tous les critères d'évaluation et qui offre le meilleur rapport qualité/prix sera sélectionnée et adjugée. Toute offre qui n'est pas conforme aux exigences sera rejetée.

Toute incohérence entre le prix unitaire et le prix total sera recalculée par le PNUD ; le prix unitaire prédominera et le prix total sera ainsi corrigé. Si le fournisseur n'accepte pas le prix total final corrigé, sa proposition sera rejetée.

Aucune variation du prix due à une détérioration du marché, inflation, fluctuation des taux de change, ou tout autre facteur du marché ne pourra être acceptée par le PNUD après la réception de la proposition. Au moment de l'attribution du contrat ou du bon de commande, le PNUD se réserve le droit de varier (augmenter ou diminuer) la quantité de services et/ou biens, par un maximum de vingt-cinq pour cent (25%) du total de l'offre, sans aucune modification du prix unitaire ou autres termes et conditions.

Tout contrat ou bon de commande résultant de cette demande de proposition (RFP) est assujéti aux Conditions et Termes Généraux attachés à celle-ci. Le fait de la soumission d'une proposition implique

# Programme des Nations Unies pour le développement



que le fournisseur accepte sans question les Conditions et Termes Généraux du PNUD attachés à celle-ci en Annexe 3.

Prière de noter que le PNUD n'est pas obligé d'accepter toute proposition, ni d'attribuer un contrat ou un bon de commande, ni être tenu responsable pour tout coût associé à la préparation et soumission d'une proposition par des fournisseurs de service, peu importe le résultat ou la manière dont le processus de sélection est conduit.

La procédure de protestation pour un fournisseur du PNUD vise à donner une opportunité de réclamation pour les personnes ou les entreprises auxquelles, il n'a pas été attribué un bon de commande ou un contrat dans un processus compétitif d'achat. Au cas où vous croyez que vous n'avez pas été traité justement, vous pouvez trouver des informations détaillées sur la procédure de protestation par un fournisseur dans le lien suivant :

<http://www.undp.org/content/undp/en/home/operations/procurement/protestandsanctions/>

Le PNUD encourage tout fournisseur de service potentiel à prévenir et éviter les conflits d'intérêt, en révélant au PNUD si vous, ou chacun de vos affiliés ou personnel, étiez impliqué dans la préparation des besoins, conception, estimation des coûts, ou autre information utilisée dans cette demande de proposition (RFP).

Le PNUD applique la tolérance zéro sur les fraudes et autre pratiques prohibées ; il s'est engagé à prévenir, identifier et à éviter de tels actes et pratiques contre le PNUD et aussi les tiers impliqués dans les activités du PNUD. Le PNUD attend de ses Fournisseurs de service le respect du Code de Conduite des Fournisseurs des Nations Unies trouvé dans ce lien :

[http://www.un.org/depts/ptd/pdf/conduct\\_english.pdf](http://www.un.org/depts/ptd/pdf/conduct_english.pdf)

Nous vous remercions et attendons de recevoir votre proposition.

Cordialement,  
*Mbataingar Teloumbaye*  
*Associé à l'Administration*

## Annexe 1

### Description des Besoins

Contexte des besoins	<p>Dans la Lybie post-Mouammar Kadhafi, la conjonction des forces rebelles et des groupes islamistes, est parvenue à menacer dangereusement les institutions républicaines. Le pays reste divisé entre deux autorités opposées soutenues chacune militairement par des groupes de mercenaires et des puissances étrangères. La chute du régime de Mouammar Kadhafi en Lybie en octobre 2011 a aussi ouvert la voie à une extension de la violence au Sahel, des groupes armés irrédentistes ou terroristes ayant entrepris d'écumer cette zone, et menaçant la stabilité des Etats sahélo-sahariens..</p> <p>Des mouvements djihadistes transnationaux (« Djamâ'tuahl Sunna li da'watiwa-l- djihâd », communément appelé Boko Haram devenu « Etat Islamique en Afrique de l'ouest », al-Qaïda au Maghreb Islamique (Aqmi), Ansar ad- dine, Ansar ach-Charia et al-Murabitun, fusion du Mujao et Amustalamun) » et bien d'autres groupes terroristes et criminels non formellement identifiés ont contribué à un climat d'insécurité et de violence dans les régions du sahel et du Bassin du Lac Tchad. Ces régions sont aussi les théâtres d'opérations de narcotrafiquants, qui se livrent au commerce des armes, du pétrole, des voitures et au trafic de personnes. . Le Tchad subit non seulement des menaces et actes terroristes dans un contexte de guerre asymétrique mais aussi et surtout, fait face à trois fronts d'insécurité: la guerre au Sahel ; les attaques dans le Bassin du Lac Tchad par Boko Haram et la criminalité aux dimensions transnationales à la frontière libyenne. Si les terroristes et les groupes criminels transfrontaliers imposent une guerre au Tchad, les groupes extrémistes et radicaux semblent chercher plutôt un terrain propice à leur implantation. Les opérations des groupes extrémistes et criminels transfrontaliers ont un impact non seulement sur la sécurité, mais aussi sur le fonctionnement de l'administration, la cohésion sociale, notamment dans les provinces du Tibesti, du Borkou, de l'Ennedi Ouest et de l'Ennedi Est.</p> <p>Les « djihadistes », qui sont actifs le long des frontières entre le Tchad, le Soudan, la Lybie et le Niger, et Boko Haram qui font des exactions dans le</p>
----------------------	---



	<p>Bassin du Lac Tchad, prennent généralement pour prétexte de leurs actions la gouvernance, pointant du doigt la corruption étatique, les abus du système judiciaire et la mauvaise répartition des ressources. Ces accusations ont trouvé un écho auprès des communautés locales, notamment les jeunes, au vu des politiques gouvernementales musclées, dont il est à craindre qu'elles n'alimentent parfois la radicalisation au lieu de l'étouffer. À cette problématique, s'ajoute celle des vastes étendues de terres non-gouvernées, et les frontières poreuses, grâce auxquelles les groupes extrémistes parviennent à négocier localement l'accès avec des communautés tribales marginalisées, ou à coopter des réseaux de contrebande transfrontaliers existants, notamment par le biais de la mise en place de cellules logistiques.</p> <p>Actuellement, aucune donnée crédible et pertinente n'existe sur les activités liées à la contrebande, au commerce transfrontalier, à l'extrémisme violent et au terrorisme et à la circulation des armes légères dans la bande entre le Tchad, la Lybie et le Soudan. Cette absence de données est un obstacle significatif à la formulation de stratégies, et donc aussi à la mise en place d'initiatives pouvant contribuer à remédier à cet état de fait afin de consolider la paix.</p> <p>C'est dans ce sens que le PNUD dans le cadre de l'initiative régionale de la prévention de la radicalisation, de l'extrémisme violent, la circulation des armes légères et la consolidation de la paix à la frontière avec la Lybie, avec le soutien technique de Projet Régionale sur la Prévention de l'Extrémisme Violent basé en Addis Ababa, et par le biais de son bureau au Tchad (le commanditaire), souhaite contractualiser avec un cabinet d'étude ayant l'expertise nécessaire pour recueillir des données dans la bande concernée, à la frontière du Tchad avec la Lybie (provinces du Tibesti, Borkou, Ennedi-Ouest, Ennedi-Est).</p>
Partenaires d'Implémentation du PNUD	<i>Small Arms Survey</i>
Brève description des Services sollicités <sup>1</sup>	<p>De manière spécifique, par le biais d'une mission d'étude pour la collecte de données et la production d'un base de données pour le Tchad, il s'agira de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Soutenir SAS avec la détermination les zones qui sont 'en risque' pour recrutement potentielle par les groupes de l'extrémisme</li> </ul>

<sup>1</sup>Les TDR détaillés peuvent être attaché si les informations fournies dans cette annexe ne sont suffisantes pour décrire complètement la nature des travaux et autres détails des besoins.

	<p>violente, par exemple en raison du commerce illicite transfrontalier qui est lié avec le financement des groupes jihadistes ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Participer à la formation du SAS pour les collecteurs de données, qui fonctionne aussi pour informer la méthodologie régionale et le contextualiser pour le Chad ;</li> <li>- Basé sur la méthodologie de SAS, réaliser une collecte de données :             <ul style="list-style-type: none"> <li>o quantitatives sur la perception de la situation sécuritaire, notamment la présence des groupes extrémistes, le trafic de drogue, le trafic d'armes, le trafic des migrants et de la gestion des frontières auprès des communautés vivant dans les différentes localités proches de la zone frontalière avec la Libye au moyen d'un questionnaire individuel à administrer avec le <i>kobocollect</i> sur tablettes ou smartphones ;</li> <li>o qualitatives auprès d'informateurs clefs au sein des forces de défense et de sécurité ainsi que des autorités départementales et régionales, les chefs des tribus et les anciens passeurs de migrants, au moyen d'entretiens semi-directifs;</li> <li>o secondaires de nature sociologiques, économiques, sécuritaires et migratoires qui caractérisent la zone et les communautés ciblées.</li> </ul> </li> <li>- Faire un diagnostic de la situation de l'extrémisme violent, de la criminalité transfrontalière dans les zones concernées ;</li> <li>-</li> <li>- Evaluer les conséquences de leurs actions sur les populations locales, notamment les jeunes et les femmes ;</li> <li>- Déterminer les conséquences de leurs actions sur le fonctionnement des administrations déconcentrées de l'Etat ;</li> <li>- Analyser l'impact de ces divers facteurs sur la cohésion sociale dans les zones concernées ;</li> </ul> <p><i>(Voir annexe 2 pour plus de détails)</i></p>
<p>Liste et Description des résultats attendus (réalisations)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les données sur la radicalisation, l'extrémisme violent, et la circulation illicite d'armes légères à la frontière avec la Lybie, notamment dans les provinces du Tibesti, Borkou, Ennedi-Ouest et Ennedi-Est, sont collectées et contribuent à une meilleure</li> </ul>



Au service  
des peuples  
et des nations

	<p>connaissance des facteurs affectant la population, la gouvernance locale, et la cohésion sociale dans la zone concernée.</p> <p>Les données collectées (mise en œuvre par SAS – ne fait pas partie de cette mission) sont analysées et cette analyse permet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'établir précisément le niveau de prévalence de la radicalisation, de l'extrémisme violent et de la circulation des armes illicites ;</li> <li>- de définir les déterminants et évaluer l'impact de la radicalisation, de l'extrémisme violent et de la circulation illicite des armes légères ; ;</li> <li>- Les mesures de mitigation sont définies.</li> </ul>
La Personne qui Supervisera les travaux/Performance du Fournisseur de Service	<i>Chef de l'Unité Bonne Gouvernance</i>
Fréquence de rapports	-1 rapport initial ; - 1 rapport intermédiaire ; - 1 rapport final.
Exigence de rapports progressifs	<i>Oui.</i>
Site des travaux	<input type="checkbox"/> Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Farcha, rond-point de la francophonie, Avenue Nelson Mandela, B.P. 906 N'Djamena, Tchad <input checked="" type="checkbox"/> Sur le terrain : dans les provinces administratives du Borkou, du Tibesti ; Ennedi-Est, Ennedi-Ouest <input type="checkbox"/> autres
Durée d'exécution prévue	<i>45 jours de travail effectifs</i>
Date ciblée pour débuter l'exécution	<i>1<sup>er</sup> septembre 2020</i>
Date limite de fin d'exécution	<i>31 octobre 2020</i>
Voyages prévus	<i>Oui. Des missions devront être faites dans les provinces administratives du Borkou, Tibesti, Ennedi-Est et Ennedi-Ouest, sites dans lesquels seront faites les collectes des données.</i>
Conditions Spéciales de Sécurité	<input type="checkbox"/> Visa de Sécurité des Nations Unies avant le voyage <input checked="" type="checkbox"/> Faire la formation de Sécurité « BSAFE » <input type="checkbox"/> Assurance globale de voyage <input type="checkbox"/> N/A
Facilités fournies par PNUD (i.e., à exclure de la proposition financière)	<input type="checkbox"/> Espace et facilités de Bureau



	<input type="checkbox"/> <i>Transport sur site (sera payé par le PNUD sur la base des coûts réels suivant le lieu de l'événement.</i> <input checked="" type="checkbox"/> <i>Formation à la réalisation de la collecte assurée par Small Arms Survey au tout début de la mission</i>			
Chronogramme d'Implémentation en indiquant les réalisations partielles et la durée des activités/sous-activités	<input checked="" type="checkbox"/> <i>Exigé</i> <input type="checkbox"/> <i>Non exigé</i>			
Noms et curriculum vitae des individus qui seront impliqués dans l'exécution des services	<input checked="" type="checkbox"/> <i>Exigé</i> <input type="checkbox"/> <i>Non exigé</i>			
Monnaie de la proposition	<input type="checkbox"/> <i>Dollars des Etats unies d'Amérique (DEU)</i> <input type="checkbox"/> <i>Euro</i> <input checked="" type="checkbox"/> <i>Monnaie locale</i>			
Taxe sur la Valeur Ajoutée sur la proposition de prix	<input type="checkbox"/> <i>doit inclure la TVA et autres taxes indirectes applicables</i> <input checked="" type="checkbox"/> <i>doit exclure la TVA et autres taxes indirectes applicables</i>			
Période de Validité de la proposition (A partir de la date limite de dépôt des offres)	<input type="checkbox"/> <i>60 jours</i> <input type="checkbox"/> <i>90 jours</i> <input checked="" type="checkbox"/> <i>120 jours</i> <i>Dans les circonstances exceptionnelles, le PNUD peut demander au soumissionnaire d'étendre la validité de la proposition au-delà de la période initialement indiquée dans cette demande de proposition (RFP). Le soumissionnaire devra, dès lors, confirmer par écrit l'extension sans aucune modification, n'importe laquelle, sur sa proposition.</i>			
Offres partielles	<input checked="" type="checkbox"/> <i>Non admises</i> <input type="checkbox"/> <i>Admises</i>			
Termes de paiement	<i>Réalisations</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Délai</i>	<i>Condition pour effectuer le paiement</i>
	<i>Avance de démarrage</i>	<i>20% du montant total du contrat</i>	<i>10 jours pour compter de la date de signature du contrat</i>	<i>Présentation d'une caution bancaire de montant équivalent et d'une facture originale</i>
	<i>Rapport initial et rapport intermédiaire.</i>	<i>60% du montant du contrat,</i>	<i>Le rapport initial est du 2 jours de travail</i>	<i>Sur la base de la certification des 2 (deux)</i>



		déduction faite de la proportion de l'avance.	effectifs après le démarrage de mission et le rapport intermédiaire 30 jours pour compter de la date de démarrage de la mission	rappports par le Chef de l'Unité Bonne Gouvernance la remise d'une facture originale couvrant les 2 (deux) livrables...
	Rapport final	40% du montant du contrat, déduction faite du solde de l'avance.	Ce rapport est du 55 jours de travail effectifs pour compter de la date début de la mission.	Sur la base de la certification du rapport final par le Chef de l'Unité Bonne Gouvernance
Personne(s) à passer en revue /inspecter/ approuver les réalisations/services fournis et autoriser le déboursement du paiement	Chef de l'Unité Bonne Gouvernance			
Type du Contrat à signer	<input type="checkbox"/> Bon de Commande <input checked="" type="checkbox"/> Contrat Institutionnel ou professionnel selon le montant du marché <input type="checkbox"/> Contrat pour les Services Professionnels <input type="checkbox"/> Accord à Long-Terme (LTA)(si un LTA sera signé, spécifier le document qui sera utilisé pour commander le service, p. ex., un Bon de Commande, etc.) <input type="checkbox"/> Autre Type de Contrat			
Critères de l'Attribution du Contrat	<input type="checkbox"/> L'offre avec le plus bas prix parmi les offres techniquement qualifiées <input checked="" type="checkbox"/> Le plus grand score combiné (basé sur une distribution de poids de l'ordre de 70% pour l'offre technique et de 30% pour l'offre financière) <input checked="" type="checkbox"/> Acceptation sans question des Conditions et Termes Généraux du PNUD (CTG). Ceci est un critère mandataire et ne peut pas être annulé peu importe la nature de la prestation sollicitée. La non-acceptation des CTG peut constituer une base pour rejeter la proposition.			
Critère de l'évaluation de la proposition	<b><u>Proposition Technique (70%)</u></b> <input checked="" type="checkbox"/> Expertise de l'Entreprise et Structure de Gestion, voir détail dans les annexes 2 et 5. <input checked="" type="checkbox"/> Méthodologie, son adéquation aux Conditions et Chronogramme			

	<p>du Plan d'Implémentation, voir détail dans les annexes 2 et 5</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Qualification du Personnel clé, voir détail dans les annexes 2 et 5</p> <p><b><u>N.B.</u></b> : seules les offres financières des soumissionnaires techniquement qualifiés (ayant obtenus la moyenne technique <math>\geq 70\%</math>) seront considérées pour la suite de l'évaluation.</p> <p><b><u>Proposition Financière (30%)</u></b></p> <p>A être calculé comme un ratio de l'offre financière de la proposition à l'offre financière la plus basse parmi les propositions reçues par le PNUD qui sont techniquement qualifiées.</p>
Le PNUD attribuera le contrat à UNDP:	<p><input checked="" type="checkbox"/> Un et un seul prestataire de Service.</p> <p><input type="checkbox"/> Un ou plusieurs fournisseurs de Service, sur base des facteurs suivants:</p>
Annexes à cette RFP	<p><input checked="" type="checkbox"/> Termes de référence Détaillés (Annexe 2)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Formulaire de soumission de la Proposition (Annexe 3)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Conditions et Termes Généraux (Annexe 4)<sup>2</sup></p> <p><input type="checkbox"/> Autres<sup>3</sup></p>
Personne de contact pour des demandes de renseignement (Demandes de renseignement écrites uniquement)	<p>Adresse : <a href="mailto:faq.td@undp.org">faq.td@undp.org</a>. Tout retard dans la réponse du PNUD ne pourra pas être utilisé comme une justification pour prolonger la date limite de soumission, à moins que le PNUD détermine qu'une telle prolongation est nécessaire et communique la nouvelle date limite aux soumissionnaires.</p>
Autre Information [prière spécifier]	<p><i>L'attention des soumissionnaires est appelée sur l'importance d'une lecture très attentive de l'ensemble des dispositions du présent appel à propositions.</i></p> <p><i>En particulier les soumissions devront être faites conformément à l'annexe 3 (dont le modèle devra être impérativement reproduit avec le papier à en-tête du soumissionnaire et signé par la personne ayant pouvoir d'engager l'entité soumissionnaire), tous les CVs du personnel proposé, avec spécification dans chaque cas du poste pour lequel ledit personnel est proposé, devront être impérativement signés et datés, en plus d'être suivis d'une certification de disponibilité de chacun des Experts proposés à faire la mission, également datée et signée de sa main..</i></p>

<sup>2</sup>Les Fournisseurs de Services sont alertés que la non-acceptation des Conditions et Termes Généraux (CTG) du PNUD peut servir de base pour la disqualification dans ce processus d'achat.

<sup>3</sup>Les TDR plus détaillés peuvent être, additionnellement au contenu de cette RFP, attachés à celle-ci en annexe.

## Annexe2 :

### TERMES DE REFERENCE

*Pour la réalisation des prestations des services la collecte des données sur la radicalisation, l'extrémisme violent et la circulation des armes légères à la frontière du Tchad avec la Lybie dans les provinces du Tibesti, Bokou, l'Ennedi-Ouest et l'Ennedi-Est*

#### 1. Contexte et justification :

Dans la Lybie post-Mouammar Kadhafi, la conjonction des forces rebelles et des groupes islamistes, est parvenue à menacer dangereusement les institutions républicaines. Le pays reste divisé entre deux autorités opposées soutenues chacune militairement par des groupes de mercenaires et des puissances étrangères. La chute du régime de Mouammar Kadhafi en Lybie en octobre 2011 a aussi ouvert la voie à une extension de la violence au Sahel, des groupes armés irrédentistes ou terroristes ayant entrepris d'écumer cette zone, et menaçant la stabilité des États sahélo-sahariens..

Des mouvements djihadistes transnationaux (« Djamâ'tuahl Sunna li da'watiwa-l- djihâd », communément appelé Boko Haram devenu « Etat Islamique en Afrique de l'ouest », al-Qaïda au Maghreb Islamique (Aqmi), Ansar ad-dine, Ansar ach-Charia et al-Murabitun, fusion du Mujao et Amustalamun) » et bien d'autres groupes terroristes et criminels non formellement identifiés ont contribué à un climat d'insécurité et de violence dans les régions du sahel et du Bassin du Lac Tchad. Ces régions sont aussi les théâtres d'opérations de narcotrafiquants, qui se livrent au commerce des armes, du pétrole, des voitures et au trafic de personnes. . Le Tchad subit non seulement des menaces et actes terroristes dans un contexte de guerre asymétrique mais aussi et surtout, fait face à trois fronts d'insécurité: la guerre au Sahel ; les attaques dans le Bassin du Lac Tchad par Boko Haram et la criminalité aux dimensions transnationales à la frontière libyenne. Si les terroristes et les groupes criminels transfrontaliers imposent une guerre au Tchad, les groupes extrémistes et radicaux semblent chercher plutôt un terrain propice à leur implantation. Les opérations des groupes extrémistes et criminels transfrontaliers ont un impact non seulement sur la sécurité, mais aussi sur le fonctionnement de l'administration, la cohésion sociale, notamment dans les provinces du Tibesti, du Borkou, de l'Ennedi Ouest et de l'Ennedi Est.

Les « djihadistes », qui sont actifs le long des frontières entre le Tchad, le Soudan, la Lybie et le Niger, et Boko Haram qui font des exactions dans le Bassin du Lac Tchad, prennent généralement pour prétexte de leurs actions la gouvernance, pointant du doigt la corruption étatique, les abus du système judiciaire et la mauvaise répartition des ressources. Ces accusations ont trouvé un écho auprès des communautés locales, notamment les jeunes, au vu des politiques gouvernementales musclées, dont il est à craindre qu'elles n'alimentent parfois la radicalisation au lieu de l'étouffer. À cette problématique, s'ajoute celle des vastes étendues de terres non-gouvernées, et les frontières poreuses, grâce auxquelles les groupes extrémistes parviennent à négocier localement l'accès avec des communautés tribales marginalisées, ou à coopter des réseaux de contrebande transfrontaliers existants, notamment par le biais de la mise en place de cellules logistiques.

Actuellement, aucune donnée crédible et pertinente n'existe sur les activités liées à la contrebande, au commerce transfrontalier, à l'extrémisme violent et au terrorisme et à la circulation des armes légères dans la bande entre le Tchad, la Lybie et le Soudan. Cette absence de données est un obstacle significatif à la formulation de stratégies,

et donc aussi à la mise en place d'initiatives pouvant contribuer à remédier à cet état de fait afin de consolider la paix.

C'est dans ce sens que le PNUD dans le cadre de l'initiative régionale de la prévention de la radicalisation, de l'extrémisme violent, la circulation des armes légères et la consolidation de la paix à la frontière avec la Lybie, avec le soutien technique de Projet Régionale sur la Prévention de l'Extrémisme Violent basé en Addis Ababa, et par le biais de son bureau au Tchad (le commanditaire), souhaite contractualiser avec un cabinet d'étude ayant l'expertise nécessaire pour recueillir des données dans la bande concernée, à la frontière du Tchad avec la Lybie (provinces du Tibesti, Borkou, Ennedi-Ouest, Ennedi-Est).



Zone d'Etude (en Bleu)

## 2. Objectif de la consultation :

L'objectif principal de la consultation est de collectionner des données quantitatives, basé sur une méthodologie établie, sur la situation qui prévaut à la frontière du Tchad avec la Lybie (provinces du Tibesti, Borkou, Ennedi-Ouest, Ennedi-Est) sur les questions de radicalisation, d'extrémisme violent et (la connexion avec) de circulation illicite des armes légères et de petit calibre. La consultation sera partie d'une étude régionale, qui est guidé par une méthodologie développée par *Small Arms Survey* et le PNUD. En dehors de Tchad, la collection de données se tiendra aussi au Lybie, Niger, Nigeria et Soudan.

De manière spécifique, par le biais d'une mission d'étude pour la collecte de données et la production d'une base de données pour le Tchad, il s'agira de :

- Soutenir SAS avec la détermination les zones qui sont 'en risque' pour recrutement potentielle par les groupes de l'extrémisme violente, par exemple en raison du commerce illicite transfrontalier qui est lié avec le financement des groupes jihadistes ;
- Participer à la formation du SAS pour les collecteurs de données, qui fonctionne aussi pour informer la méthodologie régionale et le contextualiser pour le Chad ;
- Basé sur la méthodologie de SAS, réaliser une collecte de données :
  - o quantitatives sur la perception de la situation sécuritaire, notamment la présence des groupes extrémistes, le trafic de drogue, le trafic d'armes, le trafic des migrants et de la gestion des frontières auprès des communautés vivant dans les différentes localités

- proches de la zone frontalière avec la Libye au moyen d'un questionnaire individuel à administrer avec le *kobocollect* sur tablettes ou smartphones ;
- qualitatives auprès d'informateurs clefs au sein des forces de défense et de sécurité ainsi que des autorités départementales et régionales, les chefs des tribus et les anciens passeurs de migrants, au moyen d'entretiens semi-directifs;
  - secondaires de nature sociologiques, économiques, sécuritaires et migratoires qui caractérisent la zone et les communautés ciblées.
- Faire un diagnostic de la situation de l'extrémisme violent, de la criminalité transfrontalière dans les zones concernées ;
  - 
  - Evaluer les conséquences de leurs actions sur les populations locales, notamment les jeunes et les femmes ;
  - Déterminer les conséquences de leurs actions sur le fonctionnement des administrations déconcentrées de l'Etat ;
  - Analyser l'impact de ces divers facteurs sur la cohésion sociale dans les zones concernées ;

### 3. Résultats attendus :

- La collecte de données sur la radicalisation, l'extrémisme violent, et la circulation illicite d'armes légères à la frontière avec la Libye, notamment dans les provinces du Tibesti, Borkou, Ennedi-Ouest et Ennedi-Est, contribuera à une meilleure connaissance des facteurs affectant la population, la gouvernance locale, et la cohésion sociale dans la zone concernée.

L'analyse succincte de ces données (mise en œuvre par SAS – ne fait pas partie de cette mission) permettra :

- d'établir précisément le niveau de prévalence de la radicalisation, de l'extrémisme violent et de la circulation des armes illicites ;
- de définir les déterminants et évaluer l'impact de la radicalisation, de l'extrémisme violent et de la circulation illicite des armes légères ;
- de définir des mesures de mitigation.

### 4. Méthodologie:

Selon la méthodologie préconisée par SAS, la collecte des données comportera un double échantillonnage :



*Au service  
des peuples  
et des nations*

- i) premièrement, pour tenir compte des contraintes de temps et de la grande étendue de la zone d'étude il sera d'abord procédé à un échantillonnage pour déterminer les zones d'études. Cet échantillonnage tiendra compte des routes commerciales de la zone d'étude, des incidents rapportés par les autorités civiles et militaires locales et/nationales se rapportant à la radicalisation, à l'extrémisme violent et à la circulation illicite des armes légères ;
- ii) deuxièmement, dans les zones retenues il sera procédé à un échantillonnage des populations à interviewer. Cet échantillonnage devra tenir compte des réalités socio-économiques et socio-culturelles et des réalités démographiques.

Dans les zones retenues, pour la collecte des données sur le terrain, plusieurs méthodes seront utilisées: questionnaires, fiches d'enquêtes, guides entretiens etc. , faisant aussi appel à des applications et outils numériques : (application mobile, questionnaire en ligne).

Les questionnaires seront élaborés de façon à déterminer les facteurs de recrutement ou de soutien des principaux groupes extrémistes de la région (Aqmi, Ansar ad- dine, Ansar ach-Charia et al-Murabitun) et permettront également de déceler d'autres dynamiques importantes pour la compréhension de leur fonctionnement, telles que les antagonismes tribaux ou les difficultés d'accès aux moyens de subsistance des communautés frontalières.

L'étude cherchera également à déterminer, dans une perspective de réponse régionale, comment les groupes extrémistes et leurs activités sont perçus par les communautés frontalières, notamment le trafic d'êtres humains, et comment les droits de l'homme et les dynamiques de genre sont aussi perçues et gérées dans la zone concernée.

## 5. Soutien et relations organisationnelles :

Pour atteindre l'objectif ci-dessus, le cabinet d'études sélectionné coopèrera avec une structure internationale de recherche (le mentor, responsable pour la développement de méthodologie, pour soutenir la collection des données au Lybie, Niger, Nigeria, Tchad et Soudan, pour faire la coordination du collection des données et pour faire l'analyse des données et le rapportage final) commis par le PNUD (Small Arms Survey, <http://www.smallarmssurvey.org/>).

Le cabinet d'études sélectionné prendra en compte les recommandations du mentor et travaillera étroitement avec le PNUD au Tchad pour tous les aspects contractuels, opérationnels et sécuritaires dans le cadre de cette étude.

6. Le bureau du PNUD au Tchad, en collaboration étroite avec les autorités locales, s'assurera notamment de la mise à disposition d'escorte de sécurité durant les phases d'enquêtes sur le terrain ou durant les missions d'échanges avec les autorités locales.

7. Duréé de l'étude.

L'étude est prévue pour être réalisée en 45 (quarante cinq) jours de travail effectifs, commençant le 1er septembre et se terminant le 31 Octobre 2020.

## 8. Livrables et calendrier de livraison :

Livrables	Echéance (Jour dû)
Participation à un séminaire de 5 jours de formation avec le -Mentor commis par le commanditaire	Jour 1-5
Un rapport initial de 5 pages maximum (rapport de démarrage) validé, contenant la méthodologie assortie d'un chronogramme et aussi d'un tableau d'analyse des risques liés à la mission et les mesures de mitigation.  NB : Le rapport initial sera validé par le Commanditaire en consultation le Mentor et devra attester d'une bonne compréhension des objectifs et de la méthodologie attendus de la mission ;	Jour 10
Un rapport d'étape sur l'état des données (existantes et manquantes au début de la mission) et une proposition de démarche pour la collecte des données manquantes,  Et, en format physique et numérique : a) un questionnaire d'échantillonnage pour les zones/ populations cibles ; b) un questionnaire d'enquête.	Jour 20
Un rapport provisoire de l'étude et une présentation PowerPoint succincte (pour présentation à l'atelier de validation)	Jour 40
Tenue et facilitation de l'atelier de Validation	Jour 45
Remise du rapport révisé suite à l'atelier de validation	Jour 47
Remise du rapport final de l'étude	Jour 50

Le Cabinet travaillera sous la supervision du Chef de l'Unité Bonne Gouvernance du PNUD au Tchad. Le rapport provisoire et le rapport final seront validés par le Représentant Résident Adjoint chargé des programmes et la Représentante Résidente en consultation avec le Small Arms Survey.

## 9. Compétences clés requises :

Dans le cadre de cette étude, le PNUD souhaite recruter un cabinet d'étude national qui disposent les qualités ci-après :

- disposer d'un personnel qualifié et des moyens matériels et informatiques adéquats permettant la réalisation de telle étude
- expérience et capacité démontrée dans la réalisation d'études sur la radicalisation l'extrémisme violent et/ou la circulation illicite des armes particulièrement dans les pays sahéliens et au Tchad ;

- excellente capacité de conduire la collection des données quantitatives : connaissance des différents stratégies d'échantillonnage et les procédures, possibilité de créer/fournir des exemples de tables d'allocation, expérience avec des techniques d'entretien CAPI (*computer-assisted personal interviewing*) et le travail avec *Kobi* et avec des tablettes,
- Connaissances des provinces cibles et du contexte socio- culturelle et politique. Réseaux existents avec des communautaires à la frontière du Tchad avec la Lybie (provinces du Tibesti, Borkou, Ennedi-Ouest, Ennedi-Est). Capacité à gérer une communication stratégique avec des communautaires sur des questions sensibles comme l'extrémisme violent ou la circulation illicite des armes
- Capacité à gérer des mandats politiques et à collaborer d'une manière productive avec les autorités
- Capacité à établir de solides relations avec les clients, une capacité à se focaliser sur l'impact et le résultat pour le client et répondant positivement au feedback du commanditaire ;
- Afficher une sensibilité et adaptabilité culturelle, de genre, de religion, de race, de nationalité et d'âge ;

## Qualifications du personnel clé

Il sera préférable que le personnel clé du cabinet commis à la présente mission soit composé de :

- 1 spécialiste en sciences politiques, sciences sociales, stratégie et sécurité ;
- 1 spécialiste en sécurité et surveillance de la circulation des armes légères ;
- 1 spécialiste en collecte et traitement des données) et, au besoin,
- le personnel auxiliaire requis (enquêteurs, traducteurs) à recruter localement.

## 10. Expérience requise du Personnel clé

### ➤ Expert Principal, Chef de mission

- Qualification académique :
- Minimum Master II en sciences politiques, sciences sociales ou discipline assimilée
- Minimum de 5 ans d'expérience dans le domaine du traitement des problématiques de la radicalisation, de l'extrémisme violent et/ ou de la circulation illicite des armes légères et/ou domaines connexes ;
- Solide expertise et connaissance des approches méthodologiques et connaissance de leur application pour sonder adéquatement les populations ;
- Connaissance et pratique avancée des méthodes d'enquêtes, d'échantillonnage et d'analyse des données ;
- Avoir déjà conduit au moins deux (2) missions similaires au Sahel, de préférence au Tchad ;
- Connaissance du contexte national et l'organisation administrative du Tchad,
- Connaissance et expérience de travail avec les agences des Nations Unies ;

- Bonne connaissance et expérience des méthodologies d'analyse des situations de crises et d'évaluation des besoins de relèvement.

## ➤ **Qualifications requises Expert en sécurité/circulation armes légères**

- Avoir une bonne connaissance de la zone de l'étude et surtout des risques sécuritaires ;
- Avoir une bonne connaissance du contexte de vie des communautés transfrontalières du Soudan, du Tchad, du Niger et du Nigeria ;
- Être capable d'organiser des entretiens et dialogue/réseautage avec les représentants des communautés et les autorités civiles, les acteurs de la sécurité (institutions, responsables sécurité d'autres organisations, etc...)
- Disposer de bonnes aptitudes à faire l'analyse des dynamiques sécuritaires et la triangulation de la circulation des Armes Légères et à Petits Calibres (ALPC) dans les pays limitrophes du Sud de la Libye ;
- Avoir des aptitudes pour planifier et participer à la mission, y effectuer des évaluations sécuritaires ;
- Avoir un Diplôme de Master II en sciences politiques, sociologie, anthropologie, sécurité/défense ou discipline assimilée.

## ➤ **Qualifications requises Expert Technique (traitement des données)**

- Être capable de mettre en place un système d'information spécifique, et définir des process précis pour garantir la fiabilité et la véracité des données des données qualitatives que des données quantitatives à recueillir ;
- Être capable de procéder à l'analyser des données, de dégager des tendances et mettre en évidence les corrélations de l'étude ;
- Être titulaire d'un Master en statistique ou en informatique appliquée.

## 11. Langues

- Maîtrise de la langue française (excellentes capacités de rédaction et de communication) en français, Arabe;
- Compréhension et connaissance de travail en l'anglais. La connaissance des langues locales est un atout ;

## 12. Critères de sélection

**Les propositions techniques des bureaux d'études intéressés doivent contenir les informations ci-après en soutien à leur candidature, permettant de juger de leurs qualifications pour la mission :**

Se référer au formulaire de l'annexe 3 du présent appel à propositions

Se rapporter à l'annexe formulaire D et E de l'annexe 3 du present appel à propositions.: **Les soumissions seront évaluées suivant la méthodologie suivante :**

Critères techniques : 70% ;

# Programme des Nations Unies pour le développement



Critères financiers : 30% ;

Seuls les candidats ayant obtenu un minimum de 70% du maximum de points des critères techniques seront considérés pour l'évaluation financière.

La note technique est décomposée comme est évaluée suivant les critères précisés à l'annexe 5 du présent appel à propositions, plus bas.

Le contrat sera attribué au cabinet d'études dont la soumission est :

- Acceptation des conditions générales de contrat;
- Jugée recevable et conforme ;
- Avoir reçu le meilleur score sur les critères et financiers et suivant la pondération susmentionnée.

## ANNEXE 3

### **FORMULAIRE DE SOUMISSION DE LA PROPOSITION DU FOURNISSEUR DE SERVICE<sup>4</sup>**

(Ce formulaire doit être soumis en utilisant uniquement le format de lettre avec entête officielle du Fournisseur de Service<sup>5</sup>)

[Insérer : lieu]

[Insérer : Date]

To: [Insérer : Nom et adresse du point focal du PNUD]

Cher Monsieur/Madame:

Nous, soussigné, offrons par la présente à rendre les services suivants au PNUD conformément aux exigences définies dans la demande de proposition (RFP) qui date du [Spécifier la date], et toutes ses annexes, ainsi que les provisions des Conditions et Termes Généraux du PNUD:

#### **A. Qualifications du Fournisseur de Service**

*Le Fournisseur de Service doit décrire et expliquer comment et pourquoi il est la meilleure entité qui peut satisfaire aux besoins du PNUD en indiquant les éléments suivants :*

- a) Profil – décrire la nature de ses affaires, domaine d'expertises, licences, certifications, accréditations ;*
- b) Licences d'affaires – Pièces d'enregistrement, Certification de paiement des Taxes, etc. ;*
- c) Derniers états financiers audités– Compte de résultat/revenu et bilan pour indiquer sa stabilité financière, liquidité, solvabilité et sa réputation sur le marché, etc.;*
- d) Expérience professionnelle – liste des clients pour les services similaires à ceux qui sont sollicités par le PNUD, en fournissant la description des tâches contractuelles, la durée des contrats, les valeurs contractuelles, les références de contrat ;*
- e) Certificats et Accréditation – y compris les Certificats de Qualité, les patentes d'enregistrement, les Certificats de Protection de l'Environnement, etc.;*
- f) Une Déclaration Ecrite que l'Entreprise n'est pas sur la liste de la Résolution 1267/1989 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, la liste de la Division des Achats des Nations Unies ou Autre liste des Nations Unies des fournisseurs inéligibles.*

<sup>4</sup>Ceci serve de guide au Fournisseur de Service dans la préparation de sa proposition.

<sup>5</sup>La Lettre avec entête Officielle doit indiquer les détails de contact (adresses, courriel, numéro de téléphone et fax) pour les motifs de vérification.

## B. Méthodologie proposée pour la prestation de Services

*Le Fournisseur de Service doit décrire comment il répondra aux besoins exprimés dans la demande de proposition (RFP); en fournissant une description détaillée des caractéristiques essentielles de la performance, les conditions de la production des rapports et les mécanismes d'assurance-qualité qui seront mis en place, en démontrant que la méthodologie proposée sera appropriée aux conditions et contextes locaux de travail.*

## C. Qualifications du Personnel Clé

*Si exigé dans la demande de proposition (RFP), le Fournisseur de Service doit fournir :*

- a) Noms et qualifications du personnel clé qui exécutera les services en indiquant qui est le Team Leader, le personnel d'appui, etc.;*
- b) Les CVs démontrant les qualifications doivent être soumis si exigé dans la RFP et;*
- c) Confirmation Ecrite de chacun des membres du personnel à déployer pour sa disponibilité pendant la période d'exécution du contrat.*

## D. Coût Ventilé pour chaque Réalisation\*

	<b>Réalisation</b>	<b>Pourcentage du Coût Total(Portion de Paiement)</b>	<b>Prix (Forfait, Tout Inclus)</b>
1			
2			
3			
4			
	Total	100%	

*\*Ceci devra servir de base pour le paiement des tranches.*

E. **Coût Ventilé par Composante de Coût [Ceci est un exemple seulement]:**

Description de l'Activité	Rémunération par Unité de Temps	Total de la Période d'Engagement	Nombre du Personnel	Taux Total
<b>I. Personnel de Services</b>				
1. Services du Bureau Principal				
a. Expertise 1				
b. Expertise 2				
2. Services des Bureaux de Terrains				
a. Expertise 1				
b. Expertise 2				
3. Services à l'Etranger				
a. Expertise 1				
b. Expertise 2				
<b>II. Menues des Dépenses</b>				
1. Coût de voyages				
2. Per diem				
3. Communications				
4. Reproduction				
5. Location d'Equipment				
6. Autres				
<b>III. Autres Coûts Associés</b>				

*[Noms et Signature de la Personne Autorisée chez le Fournisseur de Service]*

*[Fonction/Titre]*

*[Date]*



**Annexe 4 : CONDITIONS GENERALES APPLICABLES AUX CONTRATS DE SERVICE DU PNUD  
(voir document annexé en PDF).**

## Annexe 5 : Critères de selection

La note technique minimale requise pour participer à la phase d'Évaluation Financière est de 70 points.

No.	Intitulé	Maximum des points attribuables
<b>1</b>	<b>Expertise de l'entreprise et structure de gestion</b>	<b>300</b>
1.1.	<b>Capacité organisationnelle générale susceptible d'affecter l'exécution</b>	90
1.1.1	Organigramme (répondant à toutes les fonctions nécessaires d'une entreprise exerçant dans le domaine des études de perception et d'opinion).	40
1.1.2	Nombre d'année d'existence opérationnelle, minimale de 3 ans	50
1.2	<b>Expertise dans le domaine de l'étude</b>	210
1.2.1	Expérience et capacité démontrée dans la réalisation d'études de perception et d'impact, particulièrement dans les pays sahéliens et au Tchad (au moins deux études pertinentes similaires menées de façon concluante)	150
1.2.2	Pertinence et adéquation du dispositif interne d'assurance qualité rapporté à l'étude	<b>60</b>



No.	Intitulé	Maximum des points attribuables
2..	<b>Compréhension de la mission et approche méthodologie</b>	<b>400</b>
2.1	Compréhension de la mission dans son contexte, ses objectifs général et spécifiques	200
2.2	Approche méthodologique procédant d'une très bonne compréhension de la mission, avec une bonne articulation, entre les différents étapes, de sa réalisation dans la réalisation des objectifs intermédiaires et finaux'	130
2.3	Plan de travail, y compris chronogramme, pertinent et adapté à la réalisation de la mission	70
3.	<b>Qualifications du personnel proposé pour la réalisation de la mission</b>	<b>300</b>
3.1	<i>Consultant 1 : Chef de mission, Expert Principal (sociologue, politologue, économiste, statisticien, spécialiste de sécurité ou discipline assimilée)</i>	<b>130</b>
3.1.2	Diplôme de Master II en sciences politiques, sociologie, anthropologie, sécurité/défense ou discipline assimilée	30
3.1.3	Disposer d'au moins une expérience pertinente dans les études sur les problématiques de prévention lutte contre l'extrémisme violent	20
3.1.4	Disposer d'au moins d'au moins une expérience pertinente dans les études sur la propagation des armes légères et la sécurité/défense	30
3.1.5	Conduite, avec succès, d'au moins 2 (deux) missions de volume et de complexité similaires	50
3.2	Expert Technique : ingénieur informaticien ou statisticien spécialisé dans la collecte et le traitement des données d'enquête	70
3.2.1	Diplôme d'ingénieur des travaux en informatique (Bac +3)/ingénieur des travaux en statistique	20
3.2.2	Expériences concluantes dans la réalisation d'au moins 2 (deux) missions de volume et complexité similaires	30
3.2.3	Compétences établies dans l'utilisation des logiciels de collecte et de traitement des données (R, SPSS, Stata, etc -)	20

# Programme des Nations Unies pour le développement



No.	Intitulé	Maximum des points attribuables
3.3	Enquêteurs/Enquêtrices/traducteur	100
3.3.1	Diplôme minimum de baccalauréat (série indifférente)	20
3.3.2	Expériences concluantes dans la réalisation d'au moins 2 (deux) missions similaires	50
3.3.3	Bonnes connaissances du Français, de l'Arabe, connaissances des langues locales des provinces du Borkou, Tibesti, Ennedi -Est, Ennedi-Ouest (Teda, Daza, Anakaza, Zaghawa, etc.)	30
Total des points		1000

**La note technique minimale requise pour participer à la phase d'Évaluation Financière est de 700 points.**